

Que vaut l'armée russe ?

Par **Isabelle Facon**

Isabelle Facon est maître de recherche à la Fondation pour la Recherche stratégique (FRS), et maître de conférences à l'École polytechnique.

Les performances de l'armée russe en Ukraine et en Syrie ont surpris beaucoup d'observateurs occidentaux. Elles traduisent une remontée en puissance significative depuis les conflits en Tchétchénie et en Géorgie. L'industrie d'armement russe se modernise et l'armée se professionnalise. Toutefois, la situation économique du pays oblige le pouvoir à faire des choix et à délaisser certaines capacités. La puissance militaire russe doit donc être relativisée.

politique étrangère

Peu de temps avant sa confirmation par le Sénat comme président du *Joint Chief of Staff*, le général Dunford a déclaré que la Russie constitue une « menace existentielle » pour les États-Unis. La nouvelle stratégie de l'*US European Command*, publiée en janvier 2016, fait de la « dissuasion de l'agression russe » la première de ses priorités. Les superlatifs sont devenus monnaie courante pour décrire les forces armées russes 2.0, et la récente propension de Moscou à recourir à ses outils militaires à l'extérieur de ses frontières (Géorgie, Ukraine, Syrie) a provoqué en Occident la publication d'articles déplorant que l'ampleur de la modernisation militaire russe ait été sous-estimée.

L'attention portée dans les capitales occidentales à cette problématique se nourrit de la multiplication des redéploiements de forces et des exercices (souvent d'ampleur) que la Russie réalise dans la partie ouest de son territoire, ainsi que des manœuvres de son aviation à proximité de l'espace aérien d'États membres de l'OTAN – quand il ne s'agit pas de violations pures et simples¹. En outre, tandis que le ministre de la Défense, Sergueï Choïgou, annonçait pour 2016 la formation de trois nouvelles divisions

1. T. Frear, L. Kulesa, I. Kearns, « Dangerous Brinkmanship: Close Military Encounters between Russia and the West in 2014 », *European Leadership Network*, novembre 2014.

à l'ouest du pays², certaines dimensions de l'intervention russe en Syrie révélaient aux décideurs occidentaux que leurs forces pourraient à l'avenir ne plus avoir les coudées aussi franches dans la conduite d'opérations sur lesquelles les intérêts de la Russie ne convergeraient pas avec les leurs.

Moscou, de son côté, envoie des signaux contradictoires quant à la place des outils militaires dans la politique nationale. Le président Poutine s'est dit, à différentes reprises, conscient du danger qu'il y aurait à engager le pays dans une nouvelle course aux armements. Dans le même temps, alors que la situation économique se dégrade depuis plusieurs années, la part des dépenses consacrées à la Défense ne cesse d'augmenter – passant de 12,5 % du budget de l'État en 2010 à 19,7 % en 2015 (et de 2,84 % du PIB en 2010 à 4 % en 2014)³. Cela signifie-t-il que la Russie en revient au choix de la « puissance pauvre », pour reprendre les termes de l'historien Georges Sokoloff expliquant comment, historiquement, les autorités russes ont privilégié la puissance militaire au détriment du développement économique et social⁴, ce qui justifierait l'emphase des responsables américains sur la « menace russe » et l'ajustement en cours de la posture stratégique de l'OTAN en fonction de cette menace ?

Dans un contexte propice à des évaluations biaisées, du fait de la profonde détérioration des relations Russie-Occident et de l'affaiblissement de leurs contacts militaires, il faut dresser un bilan aussi dépassionné que possible de la situation de la défense russe dans ses différents aspects – de l'organisation au recrutement en passant par l'équipement et les structures.

En quête d'efficacité : rationalisation des structures et valorisation de l'expérience

« Les campagnes russes en Ukraine et en Syrie ont une chose en commun : une organisation militaire formidable », souligne un observateur européen⁵. Il est difficile de nier que les opérations des forces russes en Crimée et, surtout, en Syrie, ont tranché, sur le plan organisationnel, avec les déboires rencontrés lors d'expériences précédentes (Tchéchénie et, dans une autre mesure, Géorgie). La réforme militaire engagée en 2008

2. TASS, 12 janvier 2016. En décembre 2015, le ministre avait souligné que les forces armées devaient être renforcées sur trois axes stratégiques – Ouest, Sud-Ouest et Arctique – qui, dans la perspective des Russes, sont « inquiétés » par les puissances occidentales.

3. R. Pukhov, « Is Russia Punching Above its Weight? », document non publié, janvier 2016.

4. G. Sokoloff, *La Puissance pauvre*, Paris, Fayard, 1993.

5. B. Müller, « "It's the Organisation, Stupid!" – The Motivating Force behind Russia's New Military Might », disponible sur : <www.offiziere.ch>, 5 décembre 2015.

pour donner une « nouvelle physionomie » aux forces armées russes⁶ visait principalement à les rendre plus aptes à faire face aux contingences opérationnelles auxquelles elles pourraient être le plus sûrement et immédiatement confrontées – tout en répondant à la priorité stratégique du pays, qui est d'être en capacité de sanctuariser et de sécuriser le « glacis ». Il s'agit de scénarios de crises ou de conflits dans le voisinage⁷, voire sur le territoire de la Fédération⁸, imposant de disposer d'une armée plus mobile et réactive. Motivée par les leçons de ses engagements en Afghanistan, en Tchétchénie et en Géorgie, l'armée de Terre a réorganisé ses 23 divisions, dont seul l'encadrement-officier était immédiatement disponible, et qui devaient être complétées par la mobilisation des réservistes en cas de besoin, en une quarantaine de brigades opérationnelles. Comme l'ont montré les opérations en Crimée et en Syrie, de même que les rotations de forces à la frontière russo-ukrainienne, la logistique et l'approvisionnement des troupes « suivent » bien mieux que dans le passé.

En nette rupture avec la période antérieure, l'armée russe a revalorisé l'entraînement à tous les échelons, permettant un rehaussement considérable du niveau de préparation au combat. Une forte augmentation du nombre d'exercices a pu être constatée (rien qu'en 2014, environ 3 000, dont une trentaine en format bilatéral ou multilatéral), avec en moyenne deux exercices de niveau stratégique par an⁹. Sergueï Choïgou a, depuis sa prise de fonctions en 2013, multiplié les manœuvres et inspections surprise sur l'ensemble des forces – une pratique que le président Poutine a vantée pour sa contribution à la préparation opérationnelle lors de sa réunion annuelle avec les hauts responsables militaires fin 2015. Lors de cette même réunion, le ministre Choïgou a indiqué qu'en moyenne cinq inspections de ce type étaient conduites annuellement, en conséquence de quoi, selon lui, « les commandants et personnels de toutes les régions militaires et types de forces sont capables de redéploiement sur de longues distances et de conduire des missions sur des terrains dont ils ne sont pas familiers »¹⁰.

6. Sur la genèse de la réforme et des premiers bilans, voir « Voennaïa reforma : na pouti k novomou oblikou rossiïskoï armii » [La réforme militaire : vers une nouvelle physionomie de l'armée russe], Club Valdaï, juillet 2012 ; J. Hedenskog, C. Vendil Pallin (ed.), « Russian Military Capability in a Ten-Year Perspective », FOI (Stockholm), décembre 2013.

7. Le scénario des grands exercices Centre-2015 était celui d'un conflit en Asie centrale (A.M. Dyner, « Russian Military Exercises: Preparation for Expeditionary Operations », *PISM Bulletin*, n° 86 (818), 25 septembre 2015).

8. Une spécialiste britannique note que, sur la menace terroriste et d'autres enjeux de sécurité type criminalité transnationale, la Russie ne mise pas uniquement sur les moyens de l'armée mais aussi sur les capacités des autres structures de force (Intérieur, FSB, Situations d'urgence) ; voir B. Renz, « Russian Military Capabilities after 20 Years of Reform », *Survival*, vol. 56, n°3, 2014, p. 78.

9. R. Pukhov, *op. cit.*

10. Réunion élargie du Collège du ministère de la Défense, 11 décembre 2015, disponible sur : <<http://kremlin.ru>>.

Apparemment suivis d'une analyse systématique du retour d'expérience, les exercices permettent de saisir quelles sont les priorités des autorités russes dans la transformation des forces. Ces dernières portent en particulier sur la coordination interarmées (et entre armée et autres structures de force), et sur la mobilité stratégique¹¹ en vue du déploiement rapide, à partir de différents points du pays, de groupes de forces sur une zone menacée. Cela fait écho au constat qu'il est impossible de couvrir par des déploiements permanents l'ensemble des (immenses) frontières nationales alors que, dans la vision du Kremlin, l'environnement stratégique du pays est globalement instable.

Ce dernier aspect a sous-tendu un certain nombre d'orientations de la réforme. Les effectifs des forces aériennes, qui ont reçu de nouveaux avions et hélicoptères en plus grand nombre ces dernières années, ont été préservés. Les troupes aéroportées (VDV) sont considérées comme essentielles pour des opérations sur le territoire national comme à l'extérieur : au cœur du projet de force de réaction rapide du ministère de la Défense, elles ont été renforcées (35 000 hommes), et font partie des éléments dont les effectifs, qui seront doublés d'ici à 2020, doivent être largement (80 %)

Les effectifs des troupes aéroportées vont doubler

professionnalisés (voir *infra*). Par ailleurs, les autorités russes ont mis l'accent sur le renforcement des capacités des forces spéciales, qui ont joué un rôle clef dans l'épisode Crimée et dans le soutien militaire aux séparatistes du Donbass, et pour lesquelles a été établi, en 2012, un commandement des opérations spéciales (KSO). Cela est cohérent avec la doctrine militaire, qui porte une grande attention aux missions de reconnaissance, de renseignement, et aux opérations de subversion. La valorisation des forces spéciales est également cohérente avec les hypothèses de réchauffement des conflits dans le voisinage immédiat (les forces spéciales pouvant être amenées à entrer en premier sur un théâtre pour « aménager » les conditions du déploiement ultérieur d'une force plus nombreuse), ou d'incursions, en Asie centrale ou dans le Caucase du Nord, de groupes de militants plus ou moins importants.

Le gain d'efficacité observé découle aussi de l'allègement des chaînes de décision, de commandement et contrôle, permis par la réforme. La réduction massive – et douloureuse – du corps des officiers engagée par

11. Les exercices Centre-2015 ont donné lieu à un redéploiement de troupes et de matériels à une distance de 5 000 kilomètres (A. M. Dyner, *op. cit.*). La rapidité avec laquelle les forces russes ont, par voie aérienne et navale, acheminé en Syrie équipements et hommes en préparation de la campagne de frappes aériennes a fortement impressionné la communauté stratégique internationale.

le précédent ministre de la Défense Anatoly Serdioukov a porté ses fruits, débouchant sur une structure pyramidale avec une forte réduction des personnels employés dans l'administration militaire, tandis qu'un nombre plus important d'officiers sert dans les unités. Conjugée au départ progressif des officiers les plus anciens, cette évolution produit une autonomie et une réactivité plus grandes des personnels. La structure de commandement a par ailleurs été rationalisée, en particulier via la réduction du nombre de régions militaires de six à quatre, chacune contrôlant l'ensemble des forces déployées sur son territoire, et devenant un commandement opérationnel interarmées en cas d'opérations ; fin 2014, un commandement Nord a été établi – l'Arctique étant singularisé comme possible zone de tensions dans tous les documents de sécurité récemment révisés.

Au niveau stratégique, la prise de décisions est facilitée par la forte centralisation du pouvoir, qui s'est accentuée dans le contexte martial qui est celui de la Russie depuis 2014¹², et par la concorde entre pouvoir civil et pouvoir militaire, liée à une vision partagée de l'environnement international et à la sensible revalorisation de la chose militaire dans la politique du Kremlin ces dernières années. La Défense russe s'est en outre dotée d'un Centre de contrôle pour la défense nationale qui, inauguré en décembre 2014, a fait l'objet d'une intense publicité à l'occasion de la « campagne syrienne ». Chargé, en temps de paix, du suivi en temps réel de la situation militaire et de la surveillance des infrastructures stratégiques du pays, et animé de manière permanente par un millier d'officiers, il serait, en temps de guerre, le cœur du commandement, du contrôle et des communications, et le coordinateur des demandes spécifiques adressées à l'ensemble des organismes d'État, y compris économiques, pour servir les besoins des armées¹³. Son établissement, au-delà de l'image de modernité « à l'occidentale » qu'il entend projeter, correspond aussi à la lecture que font les autorités russes de l'environnement sécuritaire du pays, à leur sens très fluide et instable dans la plupart des directions, et susceptible de générer des situations urgentes nécessitant des réponses rapides et coordonnées de l'ensemble de l'appareil de défense et de sécurité.

Équipement : des approches sélectives plutôt payantes

Dans une récente étude, un chercheur autrichien expliquait la sous-estimation, en Occident, de la « tranquille révolution militaire » russe intervenue depuis 2008 par la concentration excessive des experts sur les failles

12. T. Stanovaïa, « Kak Sovet Bezopasnosti zamenil v Rossii pravitel'stvo » [Comment en Russie le Conseil de sécurité s'est substitué au gouvernement], 28 janvier 2016, disponible sur : <<http://carnegie.ru>>.

13. « Russia Launches "Wartime Government" HQ in Major Military Upgrade », RT, 1^{er} décembre 2014.

technologiques de la Russie en matière d'armement¹⁴. Malgré l'ampleur des fonds injectés¹⁵, le retard par rapport aux armées occidentales dans certaines technologies critiques se compte en décennies, de l'aveu même des autorités russes, qui constatent publiquement que la Russie ne peut suivre la compétition avec l'Occident en matière d'investissement dans la défense¹⁶. La Russie demeure à la traîne dans les C4ISR, les systèmes spatiaux militaires, les drones de combat, les munitions guidées... Le conflit ukrainien et ses conséquences (rupture des liens entre les industries d'armement russe et ukrainienne, difficulté à trouver des substituts aux composants occidentaux) risquent d'enraciner les obstacles persistants à la modernisation de l'équipement des forces, en ajoutant aux problèmes classiques de l'industrie (surcharge d'entreprises clefs, obsolescence d'une partie importante de l'appareil de production, manque de personnel qualifié et spécialisé, corruption...).

Les Russes, qui aimeraient certes corriger cette situation dans certains domaines multiplicateurs d'efficacité opérationnelle comme le C4ISR, misent sur différents éléments de compensation. Face au «risque occidental» – dont la Stratégie de sécurité nationale signée par Vladimir Poutine en décembre 2015¹⁷ rappelle que Moscou le juge fort et multiforme –, la Russie continue de miser sur le nucléaire, prioritaire dans le Programme d'armement 2011-2020, au même titre que les éléments qui servent l'efficacité de la dissuasion (alerte avancée, défense aérospatiale...). Pour bien des experts, l'effort financier consenti au nom de la modernisation de l'arsenal stratégique est contre-productif, puisqu'il consomme des ressources qui pourraient être utilisées pour combler le retard technologique dans d'autres domaines. Mais il est fort probable que, vu de Moscou, l'effet qu'ont eu sur les Occidentaux, dans le contexte du conflit en Ukraine, les fréquents «signaux nucléaires» envoyés par le Kremlin (un effet de retrait, avec la signature des accords de Minsk, globalement défavorables à Kiev, et l'atténuation des débats sur la possibilité de lui prêter un soutien militaire) justifie la dépense¹⁸.

Par ailleurs, la campagne syrienne a permis à la Russie d'illustrer une des manières dont elle pourrait compliquer le jeu de ses adversaires

14. G. Gressel, «Russia's Quiet Military Revolution, and What it Means for Europe», Policy Brief, ECFR, n°143, octobre 2015, p. 4.

15. 300 milliards de dollars entre 2011 et 2015 (R. Pukhov, *op. cit.*).

16. D. Rogozine, «Nezvezdnye voïny» [Des guerres sans étoiles], *Rossiïskaïa Gazeta*, 4 juillet 2013.

17. I. Facon, «La nouvelle Stratégie de sécurité nationale de la Fédération de Russie (présentation analytique)», *Notes de la FRS*, n° 5/2016, 10 février 2016.

18. L'étude du débat militaire russe montre pourtant, depuis quelques années, une inflexion qui semble relativiser quelque peu le poids du nucléaire. Cela traduit la prise en compte de la possibilité qu'à terme, la dissuasion nucléaire puisse ne plus garantir la sécurité de la Russie du fait, entre autres, du développement des capacités conventionnelles stratégiques aux États-Unis qui, dans la vision des Russes, pourraient prendre pour cibles les forces de dissuasion nucléaire russes (*ibid.*).

potentiels au travers de ses tirs de missiles de croisière *Kalibr* sur des cibles en Syrie, à une distance de près de 1 500 km, à partir d'une frégate et de trois corvettes lance-missiles déployées en Caspienne¹⁹. Un expert russe indique que ces bâtiments de petite taille étant moins complexes à bâtir, cela permet d'espérer accroître « rapidement le potentiel balistique de la Marine et donne la possibilité d'élargir leur présence sur les différents théâtres maritimes de la Russie ainsi que la manœuvre inter-théâtres. Ainsi, ces petits bâtiments permettent de créer assez rapidement le potentiel de dissuasion non nucléaire²⁰ » que met en avant la doctrine militaire adoptée fin 2014. Les autorités russes voient là un des moyens de protéger rapidement une zone menacée si le déploiement de groupes de forces n'est pas possible, pas assez rapide ou pas suffisant²¹.

La Russie tire des missiles de croisière sur des cibles en Syrie

Le pouvoir russe a aussi tenté, à travers l'action en Syrie, de redorer le blason de son industrie en y utilisant certains matériels au combat pour la première fois – outre le *Kalibr*, les avions *Su-34* et *Su-35*, le missile de croisière stratégique *Kh-101* (qui a une variante nucléaire)... Ont également été utilisés (comme en Ukraine), des drones pour la reconnaissance et le transfert de données aux centres de commandement en temps réel – domaine dans lequel la Russie semble rattraper patiemment son retard. D'une manière générale, l'industrie russe semble être parvenue, ces derniers temps, à dépasser ses blocages sur des programmes prioritaires aux yeux du pouvoir politique – le SLBM *Boulava*, le système de navigation *Glouass*, le système anti-aérien *S-400*...

L'effort russe a également porté, ces dernières années, sur le développement de moyens de guerre électronique sophistiqués, destinés à obérer le fonctionnement des systèmes radar et de communication adverses. En parallèle, une autre réponse à l'asymétrie par rapport aux forces occidentales (mais aussi, à terme, chinoises ?) réside dans le durcissement des défenses anti-aériennes, avec la production accélérée de missiles anti-aériens *S-300* mais surtout *S-400*²² – qui présentent, entre autres caractéristiques, celle de posséder une excellente protection contre les moyens de guerre électronique adverses. Les moyens cyber figurent en bonne

19. Par la suite, des *Kalibr* ont été tirés depuis un sous-marin (Rostov sur le Don, classe 636M) en Méditerranée.

20. M. Barabanov, « Siroiskii efekt : primeneniye vysokototchnogo oroujia Rossii » [L'effet Syrie : la Russie emploie ses armes de haute précision], *Eksport vooroujii*, septembre-octobre 2015, p. 38.

21. D. Rogozine, *op. cit.*

22. D. Majundar, « U.S. Air Force Fears Russia's Lethal S-400 in Europe », *The National Interest*, 12 janvier 2016.

place sur la liste des mesures devant permettre de pallier partiellement la supériorité technologique des forces adverses²³.

Au-delà, les choix d'équipement reflètent la priorité attachée aux conflits locaux et à la lutte anti-insurrection comme risques de sécurité les plus tangibles, puisque les forces doivent acquérir en plus grand nombre blindés légers disposant d'une protection anti-mines renforcée, drones, hélicoptères... Le programme d'armement a pris du retard, notamment en ce qui concerne la Marine et l'armée de Terre. En Syrie, les munitions de précision n'ont été utilisées qu'avec parcimonie. Mais ces manques et retards ne sont pas de nature à gêner considérablement d'éventuelles actions russes dans «l'étranger proche», pour lesquelles les forces russes semblent désormais adéquatement préparées et organisées.

Les hommes : une force encore fragile mais plus motivée

Soucieuse de disposer d'une force plus motivée et plus apte à user de systèmes d'armes plus sophistiqués, l'armée russe a fait évoluer ses modes de recrutement. Sur l'abandon éventuel de la conscription, des arguments militent dans deux directions opposées. L'impopularité du service militaire (en dépit de l'effort fourni ces dernières années pour l'humaniser²⁴) et la faiblesse démographique²⁵ vont dans le sens de la professionnalisation des forces, *a fortiori* dans les périodes de croissance qui voient l'économie disputer la main-d'œuvre à l'armée. En revanche, l'ambition de conserver une force d'un million d'hommes²⁶, la taille du territoire et le coût de la professionnalisation invitent le pouvoir russe au maintien du service. Une solution intermédiaire a donc été retenue : le service est conservé, sa durée passe de deux à un an, et le nombre de personnels signant un contrat avec les forces (*kontraktniki*) est relevé. Aujourd'hui, le ratio professionnels/conscrits fait la part plus belle aux premiers, les seconds étant, pour la première fois en 2015, moins nombreux que les premiers : l'armée russe comptait alors 352 000 militaires sur contrat, selon le ministre de la Défense (annonçant une progression à 384 000 en 2016)²⁷.

23. D. Gorenburg, «This is How the Russian Military Plans to Fight Future Wars», *The National Interest*, 20 août 2015.

24. La «ferveur militaire» (pour reprendre l'expression d'une journaliste du *Moscow Times*) liée aux opérations en Crimée et en Syrie jouant aussi son rôle, le service militaire aurait actuellement moins mauvaise presse, mais il reste à voir si cette évolution s'ancrera dans le long terme (E. Hartog, «One in Three Russians Exempt from Military Service for Medical Reasons», *Moscow Times*, 3 novembre 2015).

25. En 2015, selon le ministère russe de la Défense, un tiers des conscrits potentiels auraient été exemptés pour raisons médicales, confirmant une tendance de longue date (*Ibid.*).

26. L'ensemble des évaluations situe le format actuel de l'armée russe à 700-800 000 hommes.

27. Réunion élargie du Collège du ministère de la Défense, *op. cit.*

Les forces spéciales sont désormais en grande part composées de professionnels, se situant de ce point de vue à l'avant-garde du reste des forces : ainsi certaines brigades sont-elles complètement professionnalisées, les autres l'étant à 70-80 %²⁸. Les *kontraktniki* sont affectés en priorité, outre aux *spetsnaz*, aux troupes aéroportées et à l'infanterie de marine – colonne vertébrale de la force de réaction rapide que la Russie est en train de bâtir²⁹. Cela ne préjuge pas de la qualité des personnels engagés sur contrat, souvent guère plus expérimentés que les conscrits et tendant à ne pas renouveler, à son échéance, leur contrat avec l'institution militaire. Il est difficile de vérifier la validité des affirmations d'officiers militaires russes selon lesquelles le nombre de candidats serait désormais supérieur au nombre de postes disponibles, ce qui pourrait changer la donne du point de vue de la qualité des personnels retenus. En Crimée, beaucoup d'unités n'étaient pas au complet pour cause de déficit de personnel professionnel, et du fait de la rotation des appelés (l'armée n'envoyant pas en opérations les conscrits fraîchement intégrés dans les forces). La réforme a pour l'instant échoué dans la formation d'un corps professionnel de sous-officiers – en grande partie du fait de l'absence d'un nombre suffisant de candidats. Mais le nouvel équilibre conscrits/*kontraktniki* signifie que les autorités russes peuvent désormais, dans des opérations de combat de faible et moyenne intensité, éviter, comme en Ukraine et en Syrie, de déployer des conscrits mal entraînés.

Beaucoup a été fait pour revaloriser la carrière militaire. Depuis l'arrivée de Sergueï Choïgou à la tête du ministère de la Défense, le revenu mensuel d'un lieutenant est passé de l'équivalent de 170 \$ (12 000 roubles) à 720 \$ (50 000 roubles)³⁰. La rémunération des *kontraktniki* a également été augmentée. Les conditions de logement des militaires se sont considérablement améliorées. Par ailleurs, le changement d'atmosphère dans les relations ministère-armée, suite au départ d'Anatoly Serdioukov, joue également en faveur d'une force armée plus cohérente et plus réactive. Comme le souligne le chercheur Pavel Baev, la démission de Serdioukov s'explique probablement, au-delà de l'affaire de corruption qui l'a officiellement motivée, par le « manque de confiance dans [son] *leadership* au sein de la hiérarchie militaire, qui minait l'intégrité des structures de commandement », alors que son successeur Choïgou, bien qu'il ne soit pas non plus un militaire de carrière,

28. M. Galeotti, «The Rising Influence of Russian Special Forces», *Jane's Intelligence Review*, 24 novembre 2014, p. 5.

29. P. Baev, «Ukraine: A Test for Russian Military Reforms», *Russie. NEI. Reports*, Paris, Ifri, n° 19, mai 2015, p. 8.

30. V. Matveyev, T. Rusakova, «What's New with the Russian Army?», *Russia beyond the Headlines*, 13 janvier 2016.

a manifesté du respect pour les traditions et pratiques du corps des officiers³¹. Le nouveau ministre a également valorisé l'expérience opérationnelle des officiers, notamment en nommant à des postes clefs, dont celui de chef d'État-major, des officiers ayant l'expérience du combat. Tout cela a non seulement amélioré la confiance entre le corps des officiers et le pouvoir politique, mais aussi, probablement, contribué indirectement au renforcement du professionnalisme des troupes ; « l'expérience acquise dans les conflits locaux est intériorisée au sein d'un corps des officiers redynamisé »³².

La confiance retrouvée entre le corps des officiers et le pouvoir politique

Cette redynamisation doit aussi à l'amélioration de l'image de l'armée dans l'opinion publique – une amélioration en partie orchestrée par le pouvoir politique. Ainsi, selon un sondage récent, 49 % des personnes interrogées par l'institut VTsIOM considèrent que l'armée nationale compte au nombre des meilleures au monde (dont 32 % pensent qu'elle est la plus efficace ; seulement 35 % des personnes interrogées considérant que les dépenses qui lui sont consacrées sont trop élevées)³³. Avant les opérations en Ukraine et en Syrie, beaucoup avait été entrepris pour ranimer l'intérêt des Russes pour la chose militaire – de la chaîne de télévision Zvezda du ministère de la Défense au financement gouvernemental de programmes militaires sur d'autres chaînes, programmes qui « ont contribué à relever la sensibilité aux questions de défense parmi les spectateurs »³⁴. Le ministère de la Défense cultive auprès des plus jeunes une image positive de l'armée, au moyen d'une section de son site internet qui s'adresse aux enfants, invités à se familiariser avec l'armée, la carrière militaire, l'histoire militaire du pays, au travers notamment de cartoons et autres jeux interactifs³⁵. La revitalisation de la DOSAAF (l'historique Société de volontaires pour l'assistance à l'Armée et à la Marine) cherche à contribuer à ces mêmes objectifs.

Cet ensemble d'initiatives, conjuguées à une campagne de communication soigneusement aménagée sur l'engagement militaire national en Syrie, sur un mode bien évidemment positif, contribuent sans nul doute au moral des forces russes engagées à l'extérieur – et peut-être globalement au pouvoir d'attraction de la carrière militaire.

31. P. Baev, *op. cit.*, p. 7.

32. *Ibid.*, p. 8.

33. « Almost Half of Russians Don't Believe in External Threat – Opinion Poll », TASS, 16 octobre 2015.

34. R. Finch, « Vladimir Putin and the Russian Military », FMSO, Fort Leavenworth, 9 mai 2015, p. 6.

35. Voir <<http://kids.mil.ru>>.

Une des explications de la surprise des décideurs occidentaux face à la remise à niveau des capacités militaires russes telle qu'illustrée par les opérations en Crimée et en Syrie est sans doute la manière dont ils y ont réfléchi – qui tend à projeter sur l'expérience russe les modèles de développement des armées occidentales dans l'après guerre froide, et à considérer que, là où la Russie ne suivait pas le même chemin, elle était nécessairement en état d'infériorité. La Russie ne réduit pas l'accent sur le nucléaire conformément à la tendance observée aux États-Unis ? Elle demeure arc-boutée sur la « menace occidentale » alors qu'elle devrait se concentrer sur d'autres enjeux autrement plus urgents ? Elle accuse un grand retard dans certaines technologies critiques ? Elle ne renonce pas complètement à la conscription ? Elle ne semble pas ambitionner de projeter systématiquement ses forces loin de ses frontières ? Son modèle de développement militaire est donc archaïque, incohérent, inefficace, soulignent voici encore peu certains experts occidentaux.

Il est vrai que les choix récents des autorités russes en matière militaire ont été en partie déterminés par la nécessité – réalités économiques, blocages industriels et technologiques, etc. Mais ils reflètent aussi une stratégie pensée, visant à dépasser au mieux ces contraintes en fonction des besoins militaires nationaux. Ces derniers sont évalués selon une grille de lecture sombre de l'état du monde, marqué, vu de Moscou, par l'amplification de nombreux phénomènes susceptibles de déstabiliser le « glacis » traditionnel, et par des postures stratégiques des pays occidentaux, États-Unis en tête, contraires aux intérêts de la Russie. Cet environnement – un cadre contraint, un risque tous azimuts – invite l'État russe à disposer de la gamme d'options la plus étendue possible pour une réponse souple aux défis lorsque ceux-ci se présentent. Quitte à accepter des lacunes technologiques, à faire du neuf avec du vieux³⁶, à s'arranger avec les réalités du recrutement, à ne pas miser seulement sur les leviers militaires.

La « guerre hybride » a donc de beaux jours devant elle, et les récentes interventions de la Russie montrent comment sa créativité stratégique et opérationnelle l'aide à compenser ses faiblesses. Ainsi, tandis que la force conventionnelle est réorganisée et rationalisée pour répondre au mieux aux besoins de la politique d'influence et de sécurité du pays dans l'ex-espace soviétique, une réponse asymétrique au « risque occidental » est mise en œuvre selon des lignes variées : jeu complexe sur la dissuasion nucléaire, ambiguïté des stratégies politiques et militaires, avec en

36. C'est ainsi que les bombardiers stratégiques *Tu-160* et *Tu-95* sont modernisés pour jouer un rôle plus important dans des missions conventionnelles.

particulier un effort de brouillage des limites entre contexte de guerre et contexte de paix destiné à compliquer la décision de la partie adverse, moyens technologiques visant à relativiser, directement ou indirectement, la supériorité qualitative des forces classiques occidentales... Le caractère difficilement saisissable de cette approche, qui s'articule selon des axes disparates, explique d'ailleurs en partie l'inconfort des Occidentaux face à la remontée en puissance militaire relative de la Russie.

La stratégie de développement militaire russe intègre aussi les leçons des engagements militaires occidentaux post-guerre froide, mais là non plus pas nécessairement dans le sens de l'imitation. Il en va ainsi de la « guerre *high tech* ». Des opérations de l'OTAN au Kosovo ou des États-Unis en Irak, les stratèges russes ont tiré l'enseignement que la technologie ne règle pas tout (voire est source de nouvelles vulnérabilités). Il existe dans les milieux militaires russes un débat sur l'importance de la technologie dans le combat moderne, un volet influent de ce débat suggérant qu'au-delà des armements de haute sophistication technologique, la différence, sur le champ de bataille, se joue surtout sur la créativité et la capacité à innover au plan des concepts d'opérations³⁷.

La campagne russe en Syrie, au-delà d'objectifs politiques directement liés au sort du régime Assad, apparaît ainsi comme un risque calculé des autorités russes, cherchant à instaurer un nouveau rapport de forces entre l'Occident et la nouvelle puissance militaire russe. Lors de sa dernière conférence de 2015, le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov n'a pas hésité à présenter son pays comme le principal *challenger* des États-Unis dans le domaine militaire³⁸ (et, peut-être, comme une force sur laquelle les Occidentaux pourraient compter lorsqu'ils recherchent des partenaires face à des enjeux de sécurité communs ?) Cependant, comme le soulignent des experts russes proches des milieux de la défense, « la puissance militaire de la Russie excède considérablement sa capacité économique, technologique et démographique³⁹ ». En comparaison budgétaire, la dépense russe par soldat demeure bien inférieure à celle pratiquée aux États-Unis et dans plusieurs pays européens. Experts russes et européens expriment quelque scepticisme quant à l'objectif affiché de déployer en 2016 trois nouvelles divisions dans la région militaire Ouest, et la très difficile situation économique du pays ne pourra que peser sur la poursuite de la modernisation militaire.

37. D. Adamsky, « Defense Innovation in Russia: The Current State and Prospects for Revival », *IGCC Defense Innovation Briefs*, janvier 2014.

38. Interview à la chaîne Zvezda, 30 décembre 2015, disponible sur : <www.mid.ru>.

39. R. Pukhov, *op. cit.*

Si le Kremlin est sans aucun doute déterminé à y investir beaucoup de moyens et d'énergie politique, est-il prêt à retomber dans les excès du passé, quand le développement économique et social était systématiquement négligé au profit du militaire ? Si les tendances du budget de défense et de la politique extérieure, passablement militarisée ces dernières années, semblent aller dans ce sens, d'autres éléments véhiculent un message plus nuancé. Après tout, en laissant entendre, en Ukraine, en Syrie, dans l'espace aérien des membres de l'OTAN, qu'une escalade est possible, la Russie ne cherche-t-elle pas plutôt à se prémunir contre le risque d'un test de puissance qu'elle ne se pense probablement pas capable de gagner ?



Mots clés

Russie
Défense
Forces armées
Guerre hybride